



l'ilot

SORTIR DU SANS-ABRISME

**LOCATION
OFFERTE
SEXE,
EXIGÉ**

En Belgique, faute de logements accessibles, certaines femmes sans chez-soi doivent accepter des rapports sexuels pour avoir un toit. Fuir les violences de la rue ne devrait jamais conduire à en subir d'autres.

Journal de donateur·rices – Trimestriel - Avril, mai et juin 2026 – Bureau de dépôt : Bruxelles X
Éditrice responsable : Ariane Dierickx – rue de l'Église Saint-Gilles 73 – 1060 Bruxelles

Les photos intérieures ont été prises lors de la marche organisée pour la
Journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mai 2026
et lors du piquet de grève féministe organisé par Circé de L'Ilot le 9 mars 2026.

Graphisme et mise en page : Noémie Broder – Red Orb Créations
Éléments visuels et couverture : OYO Branding
Comité de rédaction : Gaëtan Delmar, Ariane Dierickx, Martin Grimberghs et Jérémie Mercier

Avec le soutien de :

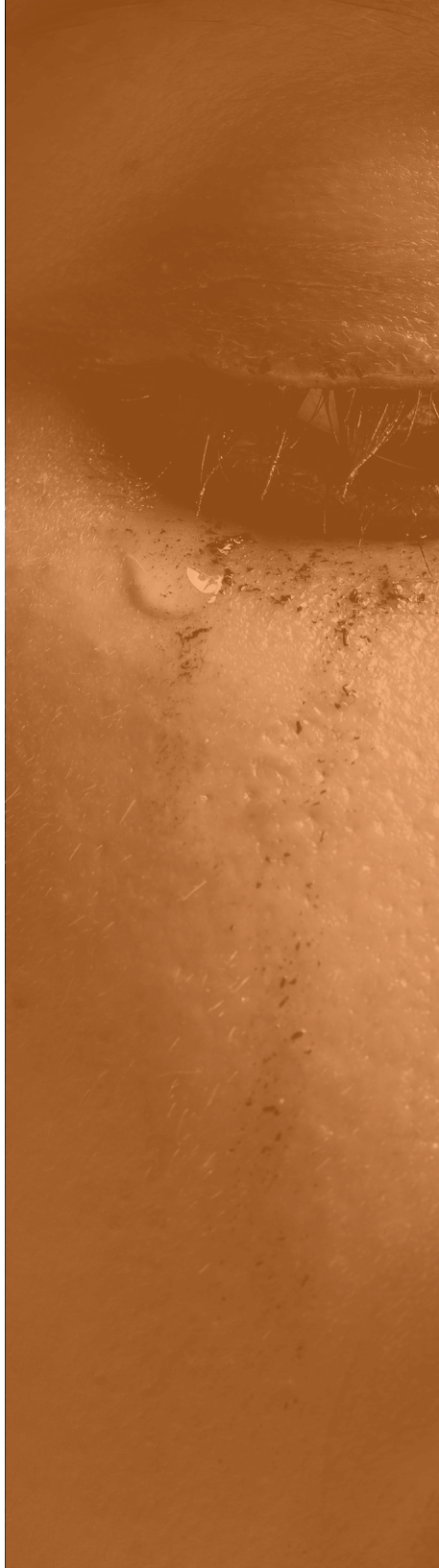


Quand le toit devient **UN CHANTAGE**

La crise du logement ne frappe pas tout le monde de la même manière. Pour des femmes déjà fragilisées par la pauvreté, les violences, l'exil, une rupture familiale ou l'absence de ressources stables, *chercher un toit peut devenir une nouvelle zone de danger*. Quand les portes du marché locatif se ferment, quand les solutions d'urgence sont saturées, quand il faut malgré tout dormir quelque part, certaines se retrouvent poussées vers des arrangements imposés, où l'hébergement se paie au prix de leur intégrité.

Dans les pages qui suivent, nous dresserons le tableau de cette effroyable mécanique trop peu nommée. Nous écouterons celles qui la voient de près, au quotidien, dans l'accompagnement des femmes sans abri ou sans chez-soi. Nous suivrons aussi le regard de celles et ceux qui ont pris le temps d'enquêter, d'analyser et de relier les faits pour sortir cette violence de l'ombre. Et surtout, nous montrerons ce que L'Ilot met déjà en place : des lieux sûrs, un accompagnement psychosocial réellement adapté aux besoins des femmes*, un soutien concret vers le logement et une ambition claire de créer davantage de solutions durables.

* : Les efforts concentrés sur les publics femmes et enfants sans chez-soi, en augmentation dans notre secteur, ne doivent pas faire oublier que L'Ilot accompagne aussi de nombreux hommes chaque année, par d'autres dispositifs.





Dans tous nos services, nous entendons le même genre de récits :

”

Il m'a proposé un canapé, mais je savais ce qu'il attendait en retour.

Cette brochure met des mots sur une réalité que nous connaissons trop bien : pour des femmes déjà fragilisées par la pauvreté, l'exil ou la rupture familiale, un toit se négocie parfois au prix de leur corps.

Derrière les annonces de « logement contre services » et les propositions faites aux

portes des centres d'hébergement d'urgence, il ne s'agit ni de générosité, ni d'arrangements entre adultes soi-disant consentant-es, mais d'un rapport de force brutal, fondé sur la peur de la rue et la menace de perdre ses enfants, ses papiers ou le peu de stabilité qu'il reste. **On ne choisit pas librement entre dormir dehors et accepter des rapports sexuels non-consentis pour garder un toit.**

Pour les femmes que nous accompagnons, c'est une stratégie de survie qui laisse des traces profondes : estime de soi détruite, sentiment d'être un objet de transaction, confiance brisée... Nous savons aussi que les violences masculines - conjugales, sexuelles, économiques - sont l'une des principales causes du sans-abrisme au féminin, et que ces échanges prolongent souvent un cycle de violences déjà ancien.

Ce phénomène s'inscrit au croisement de la crise du logement, de la féminisation croissante de la pauvreté et des violences masculines. Dans un marché locatif saturé comme Bruxelles – mais cette réalité est de plus en plus vraie dans les autres villes et régions du pays -, être femme, étrangère, maman solo, sans emploi stable ou

ÉDITORIAL

Le logement est un droit fondamental, pas un privilège qui se paie « en nature »

sans titre de séjour signifie souvent être exclue des circuits officiels et renvoyée vers des solutions informelles où la monnaie d'échange devient le corps. **Négocier un toit contre des rapports sexuels n'est ni un mode de vie, ni un travail : c'est une violence et un abus de pouvoir.**

À L'Ilot, nous documentons ces réalités et nous construisons des réponses : hébergements non mixtes, dispositifs d'accueil d'urgence pensés avec et pour les premières concernées, accompagnement psychosocial adapté aux besoins spécifiques des femmes, accès réel à un logement stable et abordable. L'ouverture à Bruxelles en 2023 de Circé de L'Ilot, lieu sécurisé 100 % femmes, permet de se poser, se laver, manger, parler et reconstruire peu à peu son pouvoir d'agir. Mais nos équipes sont à saturation et chaque place manquante augmente le risque de chantage sexuel.

En région de Charleroi, nous ouvrirons dès avril un nouveau dispositif de dix unités de logements de transition pour femmes seules ou avec enfants.

Dans ce contexte, votre soutien est décisif. En choisissant de vous informer et de soutenir L'Ilot, vous refusez que la survie passe par la mise en danger. Vous nous permettez d'ouvrir des lieux adaptés aux femmes et à leurs enfants et de renforcer l'accompagnement de celles qui ont trop souvent payé leur toit avec leur corps. Le logement est un droit fondamental, pas un privilège qui se monnaie « en nature ».

Aucune femme ne devrait avoir à choisir entre la rue et la violence sexuelle pour dormir à l'abri, ici, en Belgique. Merci de rester à nos côtés pour que cette évidence devienne, enfin, une réalité.

Ariane Dierickx
Directrice générale de L'Ilot

LES VOIX DU TERRAIN

Cindy Meirsschaut, pair-aidante à Circé de L'Ilot : « On sait souvent ce qui se joue derrière une invitation. »

À L'Ilot, ce phénomène n'apparaît pas comme une suite de cas isolés. Il surgit là où se croisent la peur de la rue, les refus d'hébergement, les solutions de dépannage et un marché locatif devenu inaccessible pour les femmes les plus précarisées.

Alice Perrot, travailleuse sociale à Circé de L'Ilot, voit remonter ces récits de plus en plus souvent. Les propositions prennent des formes diverses : un hébergement « contre services », une colocation floue, un dépannage qui n'en est pas un. L'ambiguïté fait partie du piège. On parle d'arrangement, de coup de main, de solution provisoire. Puis la contrepartie sexuelle

s'impose, parfois d'emblée, parfois une fois la porte refermée. Et plus la précarité est forte, plus le rapport de domination se resserre. Pour certaines femmes, résume Alice, **c'est un choix « entre la peste et le choléra »**.

”

*Même lorsqu'on accepte,
on n'est pas dupe.*
Cindy Meirsschaut

Cindy Meirsschaut, pair-aidante à Circé de L'Ilot - c'est-à-dire une travailleuse sociale professionnelle qui met son expérience de la rue au service d'autres femmes - raconte ce que cette contrainte produit de l'intérieur. Quand on vit dehors, explique-t-elle, on sait souvent ce qui se joue derrière une invitation à « venir dormir à la maison », « regarder un film » ou « manger une pizza ». À la gare de Charleroi, où elle a survécu plusieurs années, les propositions arrivaient très vite.

Pas parce qu'il y avait de la confiance, mais parce que la vulnérabilité se repère vite. Même lorsqu'on accepte, dit-elle en substance, on n'est pas dupe : on compose avec le danger, on évalue, on tente de tenir une nuit de plus et de garder un minimum de contrôle dans une situation qui en laisse très peu.

Ce qui frappe Alice aussi, c'est tout ce qui reste sous silence. **Ces situations sont rarement formulées d'emblée. Elles sont entourées de honte, de banalisation, de fatigue, et souvent de la certitude qu'une plainte n'aboutira pas ou exposera encore davantage.** Pour des femmes sans chez-soi, le manque de sommeil, de nourriture, de sécurité ou de papiers relègue souvent ces violences à l'arrière-plan de l'urgence.

Même dans l'accompagnement à domicile, comme celui prodigué par notre service S.Ac.A.Do. (service d'accompagnement à domicile), ces réalités n'apparaissent qu'au compte-gouttes. Il faut du temps, de la patience et de l'écoute pour que des personnes accompagnées osent mettre des mots sur des arrangements imposés, et plus largement sur les violences multiples qu'elles traversent. Une chose est sûre pour les équipes de L'Ilot : chaque place manquante, chaque porte close, chaque alternative absente agrandit encore la zone de risque.





INTERVIEW MARION BORDIER, JOURNALISTE POUR AXELLE MAGAZINE

Journaliste indépendante, Marion Bordier a consacré une enquête fouillée à ce phénomène dans Axelle Magazine*. Son travail croise annonces ambiguës, récits de terrain, entretiens avec des associations, expertes, juristes et femmes concernées.

Comment avez-vous enquêté sur un phénomène aussi dissimulé ?

J'ai d'abord commencé par une revue de presse sur ce qui se disait en France autour du logement ou de l'hébergement « gratuit » contre services, parfois sexuels. Ensuite, j'ai exploré des groupes Facebook et des sites d'annonces en Belgique. **Les offres étaient rarement explicites, mais certains signaux revenaient, comme des formulations ambiguës, des logements « uniquement pour femme » ou encore la mention « prix à fixer »,**

que l'anthropologue Chris Paulis m'a aussi signalée comme un indice possible. En croisant les annonces, les commentaires et des échanges privés avec des femmes concernées, j'ai compris que ces propositions étaient loin d'être marginales. J'ai alors poursuivi l'enquête avec des associations, des expert-es, un avocat, des responsables politiques, ainsi qu'avec L'Ilot, dont le rapport sur le sans-abrisme au féminin, les équipes de Circé et le témoignage de Cindy Meirsschaut m'ont beaucoup aidée à documenter cette réalité.

*Un toit contre des "faveurs sexuelles" - Axelle Magazine n°256 - janvier à mars 2026

« Quand l'alternative, c'est la rue, peut-on encore parler de choix ? »

Quels ont été les principaux obstacles ?

Le plus difficile, c'était de recueillir des récits directs. Les femmes concernées craignent de perdre leur toit, d'être jugées, de ne pas être crues. **Certaines ont honte. D'autres banalisent ces violences parce qu'elles s'inscrivent dans un quotidien déjà marqué par la faim, le froid, l'instabilité ou l'absence de papiers.** Il a aussi fallu nommer correctement le phénomène. Parle-t-on de rapports sexuels imposés, de violences sexuelles, de prostitution de survie, d'abus sous contrainte économique ? Les mots comptent, parce qu'ils révèlent aussi les angles morts juridiques autour du consentement. Là encore, les récits entendus à L'Ilot montrent combien, pour des femmes déjà fragilisées, un toit peut se négocier au prix de leur corps sans qu'on puisse parler d'échange libre.

Qu'est-ce que votre enquête dit de la situation vécue par les femmes ?

Elle montre surtout qu'on ne peut pas parler de libre choix. Ces situations surgissent là où la précarité rencontre un marché locatif saturé, des inégalités économiques persistantes et la peur de se retrouver à la rue, seule ou avec ses enfants. Pour certaines, il s'agit de poursuivre des études, de garder un emploi, d'éviter la rue ou de protéger leurs enfants. **À L'Ilot, cette réalité est connue : les équipes de Circé entendent ces récits, les documentent et tentent d'y répondre.** Ce n'est pas une stratégie assumée ; c'est une stratégie de survie.



Des réponses **CONCRÈTES** ici et **MAINTENANT**

À L'Ilot, la réponse ne commence pas quand une femme a déjà retrouvé un bail. Elle commence bien avant, au moment où il faut d'abord se mettre à l'abri, souffler, se poser et retrouver un minimum de sécurité. C'est tout le rôle de Circé de L'Ilot, le premier centre de jour par et pour les femmes sans chez-soi à Bruxelles : un lieu pensé pour **accueillir sans juger, répondre aux besoins les plus immédiats, recréer du lien et permettre un accompagnement psychosocial adapté à des parcours souvent marqués par des violences multiples.**

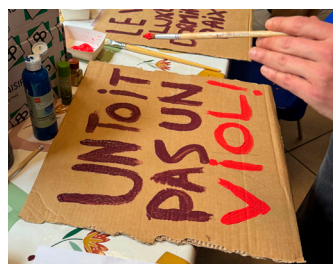
Mais protéger ne suffit pas. Pour sortir réellement d'une logique de survie, il faut aussi rouvrir des droits, remettre de l'ordre dans l'administratif, retrouver une adresse, un accès au CPAS, à la mutuelle, à des soins, à un accompagnement juridique et social. Il faut surtout reconstruire, pas à pas, les conditions d'un accès au logement. C'est dans cette perspective que la cellule de Captation et de Création de Logements (CCL) accompagne les personnes vers le marché locatif, les aide à préparer leurs candidatures, à comprendre leurs droits, à constituer une garantie locative, à signer un bail, à s'installer et à tenir dans la durée.

L'Ilot agit aussi dans ce temps souvent invisible mais décisif de la reconstruction. Les maisons d'accueil offrent un séjour de répit : un temps pour se reposer, remettre ses papiers en ordre, reprendre souffle, préparer un retour vers un logement ou vers un emploi. En parallèle, le dispositif ISSUE propose des logements de transit qui servent de tremplin vers un chez-soi durable, tandis que nos deux services S.Ac.A.Do. (l'un à Charleroi, l'autre à Bruxelles) accompagnent à domicile des personnes récemment relogées ou en risque de perdre leur logement, pour prévenir les ruptures et renforcer le maintien en habitation.

Autrement dit, **L'Ilot ne se contente pas de dénoncer le chantage sexuel lié au logement : l'association construit déjà une chaîne de protection et de reconstruction.** Un lieu sûr. Un accompagnement global. Un soutien vers le logement. Un suivi après l'entrée en habitation. C'est cette continuité qui permet, concrètement, de réduire la dépendance à des arrangements dangereux et de redonner aux femmes des marges de choix, de dignité et d'autonomie.

CIRCÉ DE L'ILOT EN 2025 :

- 420 femmes rencontrées, qui ensemble ont totalisé
- 7 335 entrées pour l'utilisation de services de 1^{ère} nécessité
- 221 rendez-vous d'accompagnement psychosocial pour rouvrir leurs droits





Le logement au cœur de notre avenir

En 2024, L'Ilot a franchi un cap. Son nouveau plan stratégique 2025-2030 fait du logement l'axe central de son action. Cela signifie un changement profond : continuer à répondre à l'urgence, bien sûr, mais consacrer désormais l'essentiel de l'énergie de l'association à d'un côté **produire des solutions de logement dignes**, stables et abordables pour les personnes qui n'y ont plus accès, de l'autre d'accompagner les personnes vers et dans ces logements pour favoriser leur **vie en autonomie**.

Ce changement de cap prend notamment corps dans l'ambitieux projet de la rue des Palais, à Schaerbeek. Avec ses partenaires *Fair Ground Brussels*

et la *Fondation Fair Ground Belgium*, L'Ilot y a acquis des immeubles qui accueilleront, d'ici 2027, Circé de L'Ilot dans un lieu pérenne, un nouveau modèle de maison d'accueil organisé en studios et appartements de transit pour femmes seules et mamans solos, ainsi que du logement à long terme pour des personnes sorties de la rue. Ce projet dessine un continuum cohérent : de l'accueil d'urgence à l'accompagnement de qualité, du répit au relogement durable.

La transformation des maisons d'accueil de L'Ilot est un autre pilier majeur de cette stratégie. L'ambition est claire : **sortir progressivement d'un modèle centré sur les dortoirs** et les espaces collectifs contraignants, pour aller vers



Dès le mois de mai 2026, nous inaugurerons, à Marchienne-au-Pont, plusieurs studios pour femmes seules ou avec enfants. Une manière de repenser le modèle de nos maisons d'accueil pour favoriser l'autonomie et l'émancipation des personnes.

des studios entièrement équipés, avec kitchenette et sanitaires individuels. L'enjeu n'est pas seulement architectural. Il est social et politique : **redonner à chaque personne, à chaque femme, à chaque famille, une bulle d'intimité**, davantage d'autonomie, et la possibilité de se reconstruire à son rythme, tout en gardant un accès à des espaces de vie communautaire choisis et à un accompagnement psychosocial solide.

Derrière cette évolution, il y a une conviction simple : **on ne sort pas durablement du sans-abrisme** sans agir sur le logement lui-même. C'est pourquoi L'Ilot veut, avec ses partenaires, retirer une partie des biens du marché spéculatif, développer un

parc de logements pérennes et sécuriser des solutions concrètes pour les publics les plus vulnérables. Le modèle existe déjà : depuis 2016, 72 logements ont été créés avec des investisseuses et investisseurs privés engagés dans des projets immobiliers sociaux. L'ambition, d'ici 2030, est de changer d'échelle pour massifier les solutions.

*Un toit n'est pas un luxe.
C'est la base d'une
reconstruction durable.*

Ce que les chiffres révèlent ET CE QU'ILS TAISENT ENCORE

2,5 millions

de locataires en difficulté de paiement en Angleterre

1045

réponses à l'enquête Generation Rent / Mumsnet

4 %

des répondant-es disent avoir reçu une proposition de loyer gratuit ou réduit contre des actes sexuels

1 sur 10

parmi les ménages à moins de 20 000 £

> 200 000

femmes potentiellement visées au Royaume-Uni et en Irlande du Nord

Quand le logement devient inaccessible, le rapport de force bascule. En Angleterre, 2,5 millions de locataires avaient des retards de paiement ou peinaient en permanence à payer leur loyer, soit une hausse de 45 % depuis avril 2022. Dans un tel contexte, la précarité devient un levier d'exploitation.

Au Royaume-Uni, là où le phénomène a été davantage documenté, une enquête menée par *Generation Rent* et *Mumsnet* a recueilli 1 045 réponses. Elle montre que **4 % des répondant-es avaient déjà reçu une proposition de loyer gratuit ou réduit en échange d'actes sexuels**. Parmi les ménages aux plus bas revenus, la proportion grimpe à 1 sur 10. À partir de ces résultats, Generation Rent estime que plus de 200 000 femmes pourraient avoir déjà été visées au Royaume-Uni et en Irlande du Nord. Ces chiffres sont vertigineux. Mais au moins, ils existent.

En Belgique aussi, cette réalité existe. Les équipes de terrain de L'Ilot la rencontrent. Les femmes la murmurent parfois, souvent trop tard, souvent avec honte, peur ou épuisement. Pourtant, elle reste très peu documentée. C'est là tout le problème : **nous faisons face à un véritable angle mort statistique**. Ce qui n'est pas mesuré reste plus facile à nier.

Et c'est précisément pour briser cet angle mort que L'Ilot veut aller plus loin. L'association travaille à la mise sur pied d'un centre d'étude et d'expertise consacré aux enjeux croisés entre femmes, précarité et travail social, afin de mieux documenter les trajectoires de vie des femmes sans chez-soi et mal logées, d'outiller les professionnel·les et de faire émerger des réponses publiques à la hauteur de la réalité.



UNE PAROLE COLLECTIVE pour nommer l'inacceptable

À l'occasion du 8 mars, L'Ilot a réuni des voix du féminisme, du travail social, de la recherche et de la société civile pour dénoncer une réalité encore trop souvent tue : **obtenir un toit en échange de rapports sexuels n'est pas un « arrangement », mais une violence structurelle.**

Cette carte blanche relie clairement crise du logement, inégalités de genre et précarité, et rappelle une évidence politique : la première prévention, c'est l'accès à un logement sûr, abordable et inconditionnel. En prenant la parole ensemble, nous montrons qu'il ne s'agit pas d'un combat isolé, mais d'un enjeu de société qui appelle des réponses collectives.

« *Quand la seule alternative est la rue, le consentement est vicié par définition.* »

Autour d'Ariane Dierickx, directrice de L'Ilot, et Maïté Meuûs, créatrice de Balance ton bar, cette carte blanche

rassemble des personnalités et organisations issues d'horizons complémentaires : **Laurent Demoulin** (*asbl Diogènes*), **Maria Miguel Sierra** (*La Voix des Femmes*), **Amélie Servotte** (*Vie Féminine asbl*), **Valérie Lootvoet** (*Université des Femmes*), **Hafida Bachir** (*Egali-T ASBL*), **Fatma Karali** (*Des Mères Veilleuses*), **Isabella Lenarduzzi** (*Jump – Solutions for Equity at Work*), **Francesca Operti** (*Isala*) et **Donatienne Portugaels** (*Mouvement pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes*).

Cette diversité dit quelque chose d'essentiel : **L'Ilot ne travaille pas seul. L'association documente, alerte, fédère et construit des alliances** avec les actrices et acteurs du terrain pour faire reconnaître cette violence, la sortir de l'ombre et défendre des solutions structurelles.

Quand autant de voix s'unissent, c'est qu'il ne s'agit plus d'un angle mort : il est temps d'agir. Partagez la carte blanche de L'Ilot dans votre réseau : https://bit.ly/carte_blanche_8_mars.



SORTIR DU SANS-ABRISME

Un toit ne devrait jamais se payer **AVEC SON CORPS**

En Belgique, des femmes sans abri ou sans chez-soi se retrouvent parfois contraintes d'accepter des rapports sexuels pour obtenir un toit. Ce n'est ni un arrangement, ni un choix libre. C'est une violence rendue possible par la crise du logement, la précarité et l'absence d'alternatives sûres.

À L'ilot, nous refusons que la survie passe par la mise en danger. Chaque jour, nous accueillons, accompagnons et soutenons des femmes vers plus de sécurité, d'autonomie et de stabilité. Mais nos capacités sont limitées.

Un don peut vraiment changer les choses. Un lieu sûr, un accompagnement psychosocial, une aide vers le logement ou un relogement durable peuvent suffire à éviter que l'absence de toit ne devienne un permis d'abuser.

BE33 0017 2892 2946

+32 472 17 39 83

dons@ilot.be

Rue de l'Église Saint-Gilles 73,
1060 Bruxelles

www.ilot.be

*Tout don de minimum 40 € / année civile
vous fait bénéficier d'une réduction fiscale
de 30 % du montant total de votre don.*

**CHAQUE
DON
COMPTE.
AGISSEZ
MAINTENANT.**